

Mali, notre entretien avec un chef Peul a

Par **Nicolas Beau** - 30 mai 2018





Mondafrique a rencontré un des chefs de l'Alliance pour le Salut du Sahel (ASS), un centre du Mali.

Un entretien avec le journaliste Olivier Dubois

À plus de 700 km de Bamako, dans le centre du Mali, au pays dogon, dans des zones où l'autor affrontements meurtriers opposent les communautés Peuls et Dogons depuis des mois. Les Peuls rangs des djihadistes luttent contre les Dogons, défendus par la milice dozo (chasseur) « Dans les populations dogons.

Ce conflit ethnique d'une violence inédite a fait nombre de victimes et placé des milliers de personnes d'attaques et de représailles qui pourrait faire voler en éclat la cohabitation ancienne entre ces l'Alliance pour le Salut au Sahel (ASS), a annoncé la semaine dernière son existence et le début mouvement politico-militaire qui entend jouer sa partition dans la kyrielle de mouvements armés objectif premier la défense des populations peules contre les exactions des chasseurs dozos, mais veulent nuire aux communautés qui vivent dans ces zones.

Son leader, Bacar Sow (le nom a été modifié.), un Peul qui se présente comme un financier et anonyme, a néanmoins accepté d'expliquer à Mondafrique, les objectifs, les missions, le soutien mouvement, qui fort d'une centaine d'hommes en armes, affirme pouvoir ramener l'ordre dans mais aussi oeuvrer au développement de ces localités, abandonnées depuis longtemps, par les

Quand a été créée l'ASS et quels sont vos objectifs ?

L'ASS a été fondé par un comité de réflexion composé de personnalités politiques et militaires. préparait en coulisse. Actuellement, nous sommes suffisamment prêts en hommes et en armes commencé à passer à l'action avec l'objectif principal d'éliminer la milice dozo qui est en train de un mouvement politico-militaire qui défend les Peuls ainsi que toutes les communautés margina

Pourquoi créer un énième mouvement armé pour défendre les Peuls et ces communai

Les Peuls sont accusés d'être des djihadistes, des pro-djihadistes ou des complices des djihadistes djihadistes que les autres communautés. Dans le centre, toutes les communautés sont considé

(ensemble de valeurs socioculturelles et de règles de vie individuelle et collective chez les Peuls on a les mêmes valeurs. D'ailleurs, la langue la plus parlée dans le centre, c'est la langue peule frères, mais on constate ces derniers temps qu'il y a des gens qui instrumentalisent les Peuls et sommes levés pour dire halte aux amalgames et pour sécuriser nos villages, nos biens, contre d'autres forces qui veulent attaquer nos paisibles communautés. Vous savez, les zones où nous l'indépendance. Dans ces zones, il y a un manque d'eau, d'électricité, d'infrastructure et de développement de route, pas de centre de santé. Tout ce qui est nécessaire au développement de l'homme mais n'est jamais intervenu efficacement pour développer ces zones-là. Depuis 1960, le développement social total s'est installé.

Vous avez des solutions pour y remédier ?

Nous ne sommes pas seulement une milice qui est là pour défendre une seule communauté, un mouvement a des ambitions plus large. Nous avons une vision, un programme pour le développement pour l'éducation. Mais il nous faut d'abord parvenir à sécuriser et à éradiquer l'impunité, tout ce que nous considérons comme délaissé par l'État central, il est de notre responsabilité de vraiment créer un développement pour nos parents.

Le drapeau de votre mouvement est noir, rouge et blanc, que symbolise ce choix de couleurs ?

Le noir symbolise la souffrance humaine dans ces zones, le rouge, les massacres et tueries qui ont eu lieu au Centre du Mali et le blanc, naturellement, va avec nos coutumes, nos traditions et les valeurs de nos parents.

D'où viennent les combattants de votre mouvement, combien sont-ils et où sont-ils basés ?

Pour le moment, ils sont une centaine, mais ça va augmenter dans les jours à venir, ils opèrent dans le Centre du Mali. Certains proviennent d'autres mouvements armés et nous ont rejoint. Nos combattants sont tous locaux. Ils ont les moyens d'opérer et ils sont déjà en train de travailler, de faire des patrouilles au Centre du Mali d'empêcher la milice dozo ou d'autres combattants de nuire.

Pourquoi affronter la milice dozo qui affirme elle aussi vouloir sécuriser le pays dogon ?

On a constaté que dans la milice Dana Ambassagou certains ne parlent ni dogon, certains même nous considérons que ce sont des gens qui ne viennent pas de nos localités, nous les considérons comme pillent et qui tuent des citoyens sans discernement. La milice dozo agit comme les terroristes et les forces nuisibles dans la zone, nous allons donc les combattre jusqu'à leur dernier retranchement.

Vous comptez défendre par les armes les populations peules contre les exactions de l'État ? Sont-ils aussi soupçonnés d'exactions sur la communauté Peule ?

Nous nous reconnaissons toujours dans le Mali, nous supposons qu'il y a des militaires maliens qui ont le rôle régalien de défendre la patrie et qu'il y en a d'autres aussi qui ont failli à leur mission et qui agissent contre toutes personnes qui créent du désordre dans ces zones.

Les ennemis à combattre dans ces zones ne sont-ils pas plutôt les djihadistes ?

Nous ciblons toutes personnes qui essaient de créer du désordre, qui tuent des gens. Nous nous concentrons sur la sécurité et à la solidarité des communautés, que ce soit la milice dozo ou d'autres forces présentes dans ces zones.

Quelles opérations militaires peut-on mettre au compte de l'ASS ?

L'ASS a fait des sorties récemment. À Bouma dans le cercle de Douentza, elle a tué 4 dozos, à 1 dozos, mais élément de l'ASS y est resté.

Quels sont vos soutiens financiers pour parvenir à mener à bien vos ambitions ?

Ce qui importe pour nous d'abord, c'est la volonté et la détermination après les moyens vont venir. Ça nous permet d'opérer sur le terrain. Nous avons le soutien d'hommes politiques et de militaires reconnue et acceptée par tout le monde. Quand je dis tout le monde, je parle de toutes les associations. La vision de défense des communautés est partagée par tout le monde. Nous disposons aussi du soutien international, dans le cadre de la restauration de l'ordre social et de la normalisation des relations.

Ces soutiens politiques et militaires sont-ils prêts à vous soutenir publiquement ?

Pour le moment, tous les soutiens que nous avons ne sont pas officiels, mais les jours à venir vont venir.

Quels sont ces pays disposés à vous soutenir ?

Pour le moment, on ne peut pas citer de pays, mais ce qui est sûr, c'est qu'on a le soutien de la population du pays de la sous-région. On est toujours en phase d'échange et de discussions avec d'autres pays.

Ces militaires et ces politiques maliens, vous soutiennent-ils parce qu'ils s'avèrent impliqués dans ces zones ?

L'armée est absente des zones où nous opérons, et même si l'armée est là-bas, elle est inefficace. Nous sommes plus efficaces parce que nous connaissons le terrain par cœur, arbre par arbre, par les personnes. Nous sommes plus à même de combattre ceux qui sont là-bas, en tout cas plus que nous n'avons le soutien d'hommes politiques et de militaires, parce que justement, nous avons une très bonne connaissance du terrain.

Avez-vous le soutien des associations peules à Bamako, dont certaines semblent avoir un accès à l'État ?

Nous, on ne parle pas avec les associations communautaires qui sont à Bamako, elles ont leur propre voix. Nous connaissons les réalités. Elles peuvent continuer à faire ce qu'elles font, mais ce qui est sûr, c'est que nos actions auront un impact dans les temps à venir.

Êtes-vous liés au mouvement Ganda Izo (milice peule qui opère dans nord du pays) ?

Ganda Izo a un territoire à défendre, Ganda Izo fait parti de la Plateforme qui est signataire de l'Accord de Ouagadougou. La région de Mopti ne fait pas parti de l'Accord d'Alger. On peut avoir la même vision qu'eux, nous sommes une nouvelle formation qui opère dans le centre du pays. Nous ne nous retournons donc pas concerné pour le moment, nous n'avons pas de revendication pour une ouverture de dialogue, c'est d'assurer la défense des communautés et des personnes déplacées dans le centre qui aujourd'hui.

Aidez-vous à sécuriser dans les zones où vous opérez le scrutin des élections présidentielles dans 3 mois ?

Les élections présidentielles ne sont pas notre priorité. On ne peut parler d'élections quand il n'y a pas de sécurité, quand les villages sont attaqués, des citoyens sont exterminés, donc les élections ne sont vraiment pas notre priorité.

Un entretien réalisé par Olivier Dubois

Nicolas Beau

Ancien du Monde, de Libération et du Canard Enchaîné, Nicolas Beau a été directeur de la rédaction de l'Institut Maghreb (Paris 8) et l'auteur de plusieurs livres: "Les bourgeois de la République" (L'imposture française) (Les Arènes), "Le vilain petit Qatar" (Fayard avec Jacques Marie Bourgeois Catherine Graciet) et "Notre ami Ben Ali" (La Découverte, avec Jean Pierre Tuquoi)

